



Grand Conseil
Service parlementaire

Grosser Rat
Parlamentsdienst

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Heure des questions session de mai 2018

Fragestunde Maisession 2018

Présidence **Präsidium**

- 1 Question UDC, par Cyrille Fauchère: Mesures d'économie de la police cantonale
Frage UDC, durch Cyrille Fauchère: Sparmassnahmen der Kantonspolizei

Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (DSSC) **Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK)**

- 2 Question PLR, par Géraldine Arlettaz-Monnet: CTT des institutions en faveur des personnes en difficultés et de leur personnel
Frage PLR, durch Géraldine Arlettaz-Monnet: NAV der Institutionen für Personen mit Schwierigkeiten
- 3 Question Les Verts, par Céline Dessimoz: Où en est la demande d'autorisation d'exploitation des Amis des Rives du Rhône?
Frage Les Verts, durch Céline Dessimoz: Wie ist der Stand der Dinge in Sachen Betriebsbewilligung für die Amis des Rives du Rhône?
- 4 Question PDCB, par Eric Lattion (suppl.): Hôpital psychiatrique de Malévoz
Frage PDCB, durch Eric Lattion (Suppl.): Psychiatriespital Malévoz

Département des finances et de l'énergie (DFE) **Departement für Finanzen und Energie (DFE)**

- 5 Question UDC, par Grégory Logean: Vers une rapide et vraie pluralité au sein des conseils d'administration qui dépendent de l'Etat?
Frage UDC, durch Grégory Logean: Für eine rasche und echte Pluralität innerhalb der Verwaltungsräte, die vom Staat abhängen
- 6 Question PLR, par Xavier Mottet: Accès au registre foncier en ligne
Frage PLR, durch Xavier Mottet: Online-Zugang zum Grundbuch

Département de l'économie et de la formation (DEF) **Departement für Volkswirtschaft und Bildung (DVB)**

- 7 Question PDCC, par Serge Métrailler: Immigration de masse: une masse de travail pour RIEN?
Frage PDCC, durch Serge Métrailler: Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative: Massenhaft Arbeit für nichts?

- 8 Question CVPO, par Dominc Eggel et Manfred Schmid: Garantie du lieu de travail
Frage CVPO, durch Dominc Eggel und Manfred Schmid: Sicherstellung der Arbeitsplätze
- 9 Question PLR, par Jasmine Ballay (suppl.) et Cédric Rosaire: Des trains supprimés, des élèves en rade, quelles responsabilités?
Frage PLR, durch Jasmine Ballay (Suppl.) und Cédric Rosaire: Ausgefallene Züge, gestrandete Schüler: Wer trägt die Verantwortung?
- 10 Question CVPO, par Dominc Eggel: La Confédération doit respecter son engagement
Frage CVPO, durch Dominc Eggel: Der Bund muss seinen Vertrag einhalten
- 11 Question SVPO, par Michael Graber, Patrick Hildbrand, Bernhard Frabetti et Pascal Salzmann: Des écoles d'Erdogan en Valais?
Frage SVPO, durch Michael Graber, Patrick Hildbrand, Bernhard Frabetti und Pascal Salzmann: Erdogan-Schulen im Wallis?
- 12 Question PLR, par Sébastien Rey (suppl.): Trou dans le réseau valaisan
Frage PLR, durch Sébastien Rey (Suppl.): Netzabdeckung im Wallis

Département de la sécurité, des institutions et du sport (DSIS)

Departement für Sicherheit, Institutionen und Sport (DSIS)

- 13 Question PDCC, par Maxime Moix (suppl.): Indemnisation de détenus
Frage PDCC, durch Maxime Moix (Suppl.): Entschädigung von Häftlingen
- 14 Question AdG/LA, par Marie-Paul Bender (suppl.): «Sion 2026» promet 6'000 emplois
Frage AdG/LA, durch Marie-Paul Bender (Suppl.): «Sion 2026» verspricht 6'000 Arbeitsplätze
- 15 Question CSPO, par Konstantin Bumann et Manfred Kuonen (suppl.): Conclure sans délai la procédure de fraude électorale
Frage CSPO, durch Konstantin Bumann und Manfred Kuonen (Suppl.): Rascher Abschluss des Verfahrens der Wahlfälschung

Grand Conseil

Grosser Rat

- 16 Question Gilbert Truffer, AdG/LA, Doris Schmidhalter-Näfen, AdG/LA, Reinhold Schnyder, AdG/LA, et Werner Jordan, AdG/LA: Invités dans la salle du Grand Conseil
Frage Gilbert Truffer, AdG/LA, Doris Schmidhalter-Näfen, AdG/LA, Reinhold Schnyder, AdG/LA, und Werner Jordan, AdG/LA: Gäste im Grossratssaal

QUESTION 1

Auteur UDC, par Cyrille Fauchère
Objet Mesures d'économie de la police cantonale

Certaines informations relatent que le département aurait décidé de ne plus autoriser, à partir de 2019, la participation du détachement d'honneur de la police cantonale aux offices et aux processions de la Fête de Dieu dans la capitale, ainsi qu'à l'occasion de la Saint-Maurice (22 septembre), et ce pour des raisons d'économie.

Conclusion

Est-ce bien là une saine économie, en sachant que des millions sont à disposition pour un éventuel futur événement à taille mondiale, ou cette décision est-elle motivée par d'autres éléments?

QUESTION 2

Auteur PLR, par Géraldine Arlettaz-Monnet
Objet CTT des institutions en faveur des personnes en difficultés et de leur personnel

L'actuelle CCT signée par l'AVIEA et l'AVALTS date de 1983. Ce document est jugé obsolète et a bénéficié d'un énorme travail d'adaptation qui a duré 15 ans. Malheureusement, ce projet est bloqué depuis 2015 apparemment pour des raisons budgétaires.

Conclusion

Quand est-ce que sera relancé le processus de mise en œuvre de cette CCT pour garantir une équité et de la transparence au sein des institutions spécialisées?

QUESTION 3

Auteur Les Verts, par Céline Dessimoz
Objet Où en est la demande d'autorisation d'exploitation des Amis des Rives du Rhône?

Addiction Valais a connu et connaît des turbulences. Madame Esther Waeber-Kalbermatten a annoncé lors de la dernière session parlementaire que des nouvelles informations seraient disponibles vers la fin du mois d'avril.

Conclusion

Le groupe des Verts aimerait savoir quel est l'état actuel du dossier (notamment par rapport à la demande d'autorisation d'exploitation des Amis des Rives du Rhône).

QUESTION 4

Auteur PDCB, par Eric Lattion (suppl.)
Objet Hôpital psychiatrique de Malévoz

L'hôpital de Malévoz est un établissement de soins psychiatriques pour les adultes et les personnes âgées qui a ouvert ses portes à Monthey en 1901. Principal lieu de psychiatrie hospitalière pour adultes du Valais romand, il fait aujourd'hui partie de l'Hôpital du Valais et se situe à proximité du site de soins aigus de l'Hôpital Riviera-Chablais.

Conclusion

Est-ce que la fermeture prochaine du site de Monthey de l'Hôpital Riviera-Chablais aura des conséquences sur l'hôpital de Malévoz?

QUESTION 5

Auteur UDC, par Grégory Logean
Objet Vers une rapide et vraie pluralité au sein des conseils d'administration qui dépendent de l'Etat?

Suite à la décision du Conseil d'Etat concernant le remplacement de M. Jean-Daniel Papilloud, l'UDC se trouve, une fois de plus, privée d'un représentant au sein du Conseil d'administration de la BCVs. Néanmoins, le Nouvelliste du 3 mai dernier nous apprend que Roberto Schmidt «prétend vouloir corriger rapidement cette situation».

Conclusion

Le principal intéressé peut-il confirmer qu'il entend rapidement (et réellement) corriger ce déficit de pluralité au sein des différents conseils d'administration qui concernent son département (notamment la BCVs ainsi que les FMV) et que sa vision d'ouverture est partagée par ses collègues du Gouvernement?

QUESTION 6

Auteur PLR, par Xavier Mottet
Objet Accès au registre foncier en ligne

Les données du registre foncier sont actuellement disponibles par le système d'information Intercapi. Les notaires, géomètres, teneurs de cadastres et administrations disposent d'un droit d'accès et peuvent donc consulter le registre en ligne.

Conclusion

Quand est-ce que ces droits seront étendus aux institutions au sens de l'article 28 al. 1 let. b de l'Ordonnance fédérale sur le registre foncier?

QUESTION 7

Auteur PDCC, par Serge Métrailler
Objet Immigration de masse: une masse de travail pour RIEN?

Le SECO a annoncé contre toute attente l'entrée en vigueur des mesures d'application de l'initiative sur l'immigration de masse au 1^{er} juillet prochain.

Conclusion

Quel est le plan d'action prévu par le Conseil d'Etat pour informer les entreprises des secteurs concernés et pour assurer, au niveau des ORP, la mise en place de mesures adaptées à la réalité aussi bien sur le plan du personnel que des outils administratifs?

FRAGE 8

Urheber CVPO, durch Dominc Eggel und Manfred Schmid
Gegenstand Sicherstellung der Arbeitsplätze

Beim Amt für Strukturverbesserungen (Dienststelle für Landwirtschaft) wurde kürzlich infolge Pensionierung eine Stelle mit Zuständigkeit für das Oberwallis ausgeschrieben. Es ist für uns ein grosses Anliegen, dass alle für das Oberwallis zuständigen Mitarbeiter effektiv in Visp stationiert sind. Wird dies sichergestellt?

Schlussfolgerung

Herr Staatsrat, was unternehmen Sie, damit der zuständigen Mitarbeiter für das Oberwallis effektiv in Visp stationiert wird?

QUESTION 9

Auteur PLR, par Jasmine Ballay (suppl.) et Cédric Rosaire
Objet Des trains supprimés, des élèves en rade, quelles responsabilités?

Lors de cet hiver particulièrement difficile, les trains amenant les élèves au CO de Saint-Maurice ont été supprimés à de nombreuses reprises, les laissant en rade dans les gares des villages jusqu'au train suivant qui arrive bondé et ne permet pas à tout le monde de voyager en sécurité.

Conclusion

Quelle est la responsabilité de chacun des partenaires (transporteur, école, commune,...) en cas d'accident, soit parce que les jeunes restent sans surveillance dans les gares, soit parce que le train suivant est bondé?

FRAGE 10

Urheber CVPO, durch Dominc Eggel
Gegenstand Der Bund muss seinen Vertrag einhalten

Der Bundesrat hat angekündigt, einen weiteren Restrukturierungsprozess bei Agroscope vorzunehmen, obwohl dass er erst vor einem Jahr sich dazu verpflichtet hat, die Aktivitäten des Standortes in Conthey 20 Jahren weiterzuführen.

Was unternimmt der Staatsrat gegen die Abbaupläne des Bundesrats bei Agroscope?

Schlussfolgerung

Der Staatsrat soll Massnahmen ergreifen gegen die Abbaupläne des Bundes.

FRAGE 11

Urheber SVPO, durch Michael Graber, Patrick Hildbrand, Bernhard Frabetti und Pascal Salzman
Gegenstand Erdogan-Schulen im Wallis?

Medienberichten zufolge mussten Schulkinder im Kanton Thurgau in Uniform im Heimatkunde-Unterricht unter der Schirmherrschaft der türkischen Botschaft ein nationalistisches Kriegstheater nachspielen. Offenbar hat nun die Türkei ein gross angelegtes Bildungsprogramm gestartet und will so ihren Einfluss auf schweizerisch-türkische Schüler weiter ausbauen. So sind in der Schweiz offenbar bis zu einem Dutzend Schulen geplant, welche von türkischen Organisationen geführt werden sollen.

Schlussfolgerung

Welche Haltung hat der Staatsrat gegenüber solchen Schulen?

QUESTION 12

Auteur PLR, par Sébastien Rey (suppl.)
Objet Trou dans le réseau valaisan

Nous avons tous en tête le tragique accident qui a frappé le monde de la montagne le 30 avril dernier au Pigne d'Arolla. A la suite de cet évènement, on nous rappelait que la région du Pigne d'Arolla n'était pas couverte par le réseau téléphonique. Il existerait ainsi plusieurs zones d'ombre dans ce réseau.

Est-il possible d'évaluer la faisabilité d'une amélioration de cette couverture réseau dans ces zones non dépourvues de ce service?

QUESTION 13

Auteur PDCC, par Maxime Moix (suppl.)
Objet Indemnisation de détenus

L'Etat du Valais a récemment été sommé d'indemniser des détenus souffrant de troubles psychiatriques qui, faute de places, n'ont pas pu être placés dans des établissements hospitaliers en milieu fermé comme le demandait la justice. S'il n'est pas normal que l'Etat contrevienne à la Convention européenne des droits de l'homme, il est tout aussi problématique que l'argent des contribuables soit utilisé pour indemniser des détenus.

Conclusion

Quelles mesures concrètes le Gouvernement entend-il prendre afin que de telles situations ne se reproduisent plus à l'avenir?

QUESTION 14

Auteur AdG/LA, par Marie-Paul Bender (suppl.)
Objet «Sion 2026» promet 6'000 emplois

D'abord publiée sur le site www.oui-sion2026.ch, puis partagée sur les réseaux et en débats, cette information:

«Voici ce que les Jeux Olympiques vont apporter aux Valaisans: 6'000 emplois en 7 ans» et, en plus petit dans l'explication «dont une grande partie en Valais».

Conclusion

Sans entrer dans un détail d'apothicaire, pouvez-vous apporter des précisions sur ces emplois, notamment s'il s'agit de 6'000 emplois Equivalent Plein Temps (EPT), quelle part concernera directement le Valais et quelle sera la répartition globale de ces emplois en fonction des types d'activité?

FRAGE 15

Urheber CSPO, durch Konstantin Bumann und Manfred Kuonen (Suppl.)
Gegenstand Rascher Abschluss des Verfahrens der Wahlfälschung

In der vergangenen Woche wurde über den aktuellen Stand des Verfahrens der Wahlmanipulation bei den vergangenen Grossratswahlen informiert.

Neben dem Hauptangeklagten sind der Justiz inzwischen weitere Helfer bekannt.

Dies CSPO verfolgt dies aufmerksam, sind wir doch überzeugt, dass durch diese Wahlfälschung Leute aus unserer Partei dadurch die Wahl in den Grossen Rat verwehrt blieb.

Das kann es nicht sein! Es müssen diejenigen Leute hier im Parlament sitzen, welche gesetzeskonform durch das Volk gewählt wurden.

Schlussfolgerung

Teilt der Staatsrat als exekutives Organ gegenüber dem Grossen Rat diese Meinung und ist er gewillt, alles daran zu setzen, dass der Volkswille nun rasch durchgesetzt wird und gegenüber dem Grossen Rat empfiehlt, dass dies umgehend geprüft und falls nötig entsprechend korrigiert werden sollte?

FRAGE 16

Urheber Gilbert Truffer, AdG/LA, Doris Schmidhalter-Näfen, AdG/LA, Reinhold Schnyder, AdG/LA, und Werner Jordan, AdG/LA
Gegenstand Gäste im Grossratssaal

Immer wieder werden Gäste in den Grossratssaal eingeladen. In den meisten Fällen für kulturelle Beiträge, sprich Musikvorträge.

Diese Gäste befinden sich also im Saal, in dem anschliessend der Grosse Rat des Kantons Wallis die Debatten über die verschiedenen Geschäfte führt.

Schlussfolgerung

Dürfen sich Gäste im Grossratssaal zu einer direkt bevorstehenden Debatte äussern und damit die Debatte beeinflussen? Wenn ja, unter welchen Umständen?